



Plateforme des
ONG Françaises
pour la Palestine

شبكة المنظمات الفرنسية
من أجل فلسطين

Paris, le 21 juillet 2017

Jérusalem : Israël responsable de l'embrasement

[Communiqué de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine](#)

14, passage Dubail 75010 PARIS

T. +33 (0)1 40 36 41 46

contact@plateforme-palestine.org

www.plateforme-palestine.org

Depuis dimanche dernier, au prétexte d'affrontements qui ont causé la mort de deux policiers israéliens qui patrouillaient près des lieux saints musulmans et de deux Palestiniens, les autorités israéliennes ont imposé un contrôle par détecteurs de métaux à l'entrée de l'Esplanade des Mosquées, dans la Vieille Ville de Jérusalem située en Territoire palestinien occupé. En protestation contre cette nouvelle restriction de la liberté de culte et de circulation, les fidèles musulmans palestiniens refusent d'y pénétrer, priant à l'extérieur de l'Esplanade.

« Ces détecteurs constituent un nouvel affront dans la ville de Jérusalem-Est, occupée et colonisée depuis 50 ans. Ils représentent surtout une atteinte au Statu quo du troisième lieu saint de l'Islam, établi en 1967, qui octroie la gestion de l'Esplanade au Waqf jordanien », commente Claude Léostic, présidente de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine.

De nombreuses voix se sont élevées cette semaine pour que le gouvernement israélien retire ces détecteurs avant le vendredi, jour de la grande prière, alors que les manifestations journalières avaient déjà occasionné des dizaines de blessés palestiniens.

En vain. Ce vendredi 21 juillet, 6 000 policiers israéliens se sont postés aux abords de la Vieille Ville, ne laissant entrer que les hommes de plus de 50 ans et les femmes. Après la prière, des affrontements ont éclaté, l'armée a tiré à balles réelles et fait usage de gaz lacrymogène. Trois jeunes Palestiniens ont été tués, dont un par un colon israélien. A 17h45, le Croissant Rouge palestinien recensait 391 blessés par l'armée et la police israéliennes en Cisjordanie dont Jérusalem-Est depuis le début de la journée, décrétée « jour de colère » par les Palestiniens. La police israélienne a annoncé que les détecteurs resteraient en place jusqu'à nouvel ordre.

Cette provocation s'inscrit dans la politique globale des autorités israéliennes au pouvoir à Tel-Aviv, qui ne cachent pas leur volonté de mettre fin à la présence ancestrale des Palestiniens à Jérusalem, et qui tentent de donner une dimension religieuse à ce qui est une occupation coloniale.

La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine dénonce les restrictions imposées à la population du territoire palestinien occupé de Jérusalem-Est, en violation du droit international, et demande au gouvernement français d'intervenir auprès des autorités israéliennes pour qu'elles ôtent immédiatement les détecteurs.

Membres : Amani, Artisans du Monde (Fédération), Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP), Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF), Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (Ceméa), Cimade, Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire (CCFD-Terre Solidaire), Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens (CBSP), Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR-PO), Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, Enfants Réseau Monde/ Services (ERM/SERVICES), Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), Génération Palestine, Groupement des Retraités Educateurs sans Frontières (GREF), Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen (LDH), Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté - section française (LIFPL), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, Mouvement International de la Réconciliation (MIR), Mouvement pour une Alternative Non violente (MAN), Pax Christi France, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (SIDI), Terre des Hommes France, Union Juive Française pour la Paix (UJFP).
Observateurs : Afran-Saurel, Agir ensemble pour les droits de l'Homme (AEDH), Amnesty International France, Association Pour Jérusalem, Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine, Fédération Nationale des Francas, Groupe d'Amitié Islamo-Chrétienne (GAIC), Handicap International, Médecins du Monde France, Première Urgence Internationale (PUI), Réseau d'information pour le développement et la solidarité internationale (RITIMO).

Jérusalem a une valeur symbolique très forte et toute provocation y est potentiellement explosive. On se souvient que c'est ainsi que se déclencha la deuxième Intifada en 2000.

La Plateforme dénonce également l'impunité des responsables politiques israéliens, des soldats, policiers et colons qui s'en prennent à la population civile palestinienne. Toute complaisance à l'égard des autorités israéliennes - comme nous l'avons vue ostensiblement affichée à Paris les 16 et 17 mai - ne peut que renforcer ce sentiment d'impunité et contribuer à intensifier la violence de l'occupation avec tous les risques que cela comporte.

La France se pose en garante des droits de l'Homme et a des responsabilités historiques à Jérusalem. Elle doit assumer pleinement ses engagements et non pousser au feu un gouvernement israélien pyromane.

Membres : Amani, Artisans du Monde (Fédération), Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP), Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF), Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (Ceméa), Cimade, Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire (CCFD-Terre Solidaire), Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens (CBSP), Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR-PO), Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, Enfants Réseau Monde/ Services (ERM/SERVICES), Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), Génération Palestine, Groupement des Retraités Educateurs sans Frontières (GREF), Ligue des Droits de l'Homme et du citoyen (LDH), Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté - section française (LIFPL), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, Mouvement International de la Réconciliation (MIR), Mouvement pour une Alternative Non violente (MAN), Pax Christi France, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (SIDI), Terre des Hommes France, Union Juive Française pour la Paix (UJFP).
Observateurs : Afran-Saurel, Agir ensemble pour les droits de l'Homme (AEDH), Amnesty International France, Association Pour Jérusalem, Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine, Fédération Nationale des Francas, Groupe d'Amitié Islamo-Chrétienne (GAIC), Handicap International, Médecins du Monde France, Première Urgence Internationale (PUI), Réseau d'information pour le développement et la solidarité internationale (RITIMO).